

ACCÈS À INTERNET, TÉLÉPHONIE IP...

Les opérateurs WiMax mettent en cause l'ARPT

Le rôle de l'ARPT en matière de régulation et développement de l'internet est source de griefs pour les opérateurs WiMax. Ceux-ci, dénonçant «une mise en faillite programmée», en appellent à l'application stricte et non discriminatoire de la loi.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) joue-t-elle réellement son rôle en matière de régulation du secteur des télécommunications, promotion de la libre concurrence et application de la loi sectorielle ?

A cette question, les opérateurs algériens du WiMax (Worldwide Interoperability for Microwave Access transmission et accès à l'internet haut débit...) et de la VOIP (communication par la voix sur réseaux compatibles), répondent certainement non.

Rares survivants d'un secteur qui comptait voilà quelques années plusieurs dizaines d'opérateurs, trois fournisseurs WiMax et VoIP (les sociétés Anwarnet, Icosnet et SLC) déplorent la situation d'«asphyxie» dans laquelle ils se trouvent. Dans la mesure, selon leurs managers, hôtes mardi soir à l'hôtel El Aurassi d'une rencontre-débats, ces sociétés qui ont investi à hauteur de 35 millions de dollars depuis 2005, emploient plus de 300 emplois indirects, ont fortement contribué au développement des réseaux IP de nouvelles générations pouvant offrir des débits jusqu'à 50 Mbps et prestent pour plus de 1 500 Pme, risquent

cependant «une mise en faillite programmée». Et de mettre en cause l'ARPT qui, en matière de tarification, autorisation et exploitation des réseaux notamment, rend régulièrement des décisions discrétionnaires, souvent au mois d'août et exécutoires d'office. Sans autre voie de recours possible que les saisines du Conseil d'Etat, les décisions de l'ARPT sont jugées à même de restreindre considérablement les conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux Wimax, VoIP et ISP (Internet service providers).

Et d'autant que l'ARPT, selon ces opérateurs, «pratique un mode de gestion volontairement hostile à notre statut d'opérateurs, met en péril le droit fondamental garanti à tous de participer effectivement à vie économique». Voire, l'Autorité de régulation «en oubliant de viser dans ses différentes décisions discrétionnaires ce droit fondamental, semble oublier par la même occasion ses propres règles qui devraient régir ses prérogatives et guider sa mission telle que fixée par la loi 00-03 du 5 août 2000».

Ainsi, l'on dénonce le fait que «l'ARPT oublie de répondre à son rôle d'arbitre entre les différents opérateurs pour favoriser le monopole des opérateurs classiques en



Photo : Samir Sid

Les opérateurs ont fortement contribué au développement des réseaux IP de nouvelles générations.

général et cautionner l'hégémonie de certains opérateurs influents». Comme l'Autorité «oublie d'assu-

rer son rôle de régulateur et refuse toute évolution technologique, ce qui a pour effet de restreindre les

services rendus à l'utilisateur» et «oublie le cadre juridique de ses prérogatives pour s'ériger en législateur et définir de nouvelles redevances qu'elle tente d'imposer aux petits opérateurs !».

Incertain quant aux motivations réelles, inquiets pour leur avenir, ces opérateurs déplorent ainsi une situation de «mépris» et estiment que l'ARPT «met à mal la position de l'Algérie sur le plan international qui se voulait jusqu'alors libertaire en matière de liberté d'information et de communication via Internet».

Ce faisant, ils en appellent à la sagesse, l'objectivité et à ce que «le régulateur joue son rôle pleinement dans le développement de l'internet» et à l'application stricte, non discriminatoire et transparente de la loi.

C. B.

Les griefs à l'encontre de l'ARPT

- L'Autorité de régulation «exclut les terminaisons d'appels internationaux de la définition de l'interconnexion, favorisant ainsi les opérateurs classiques».

Egalement, l'agence gouvernementale «refuse de traiter les saisines introduites pour dénoncer l'approbation des catalogues tarifaires, que les opérateurs jugent «abusifs, incohérents, non orientés sur les coûts réels et non conformes à la loi».

- L'ARPT «s'arroge un droit de regard sur toute modification de la répartition capitaliste des opérateurs VoIP, s'attribuant ainsi les mêmes prérogatives que le Conseil national de l'investissement et le Conseil des participations de l'Etat dont les prérogatives, pourtant, n'ont été instituées que par une loi».

- L'ARPT «émet des décisions contraires aux

règles impératives édictées par le Code de commerce garantissant la libre négociation des actions des sociétés commerciales».

- L'ARPT a décidé en juin dernier d'étendre l'assiette du chiffre d'affaires de l'activité VoIP servant au calcul de la redevance aux services et équipements d'accès à Internet, déjà taxés via une redevance forfaitaire faite en dehors du cadre réglementaire sur les fréquences WiMax. Or, «il est inadmissible qu'une autorité administrative, quelle qu'elle soit, puisse s'arroger le droit de se substituer aux législateurs pour instituer une redevance et accroître une pression fiscale qui n'a pour effet que de surélever les coûts d'accès aux services Internet aux clients que nous servons».

C. B.

CONCLAVE, CE JEUDI, DES GARDES COMMUNALES

Faire face à «la campagne de dénigrement» qui vise le corps

Les coordinateurs des wilayas de la garde communale se retrouvent, encore une fois, aujourd'hui à Blida, dans une autre session, extraordinaire celle-ci, de leur Conseil national consultatif à l'effet d'affiner et, pourquoi pas, entériner leur nouvelle feuille de route.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Il s'agira, en tout premier lieu, pour les délégués locaux de la corporation, de mettre noir sur blanc les résolutions de la session de la semaine dernière inhérentes à leur position vis-à-vis des résultats de leur dernière entrevue d'avec le secrétaire général de leur tutelle.

Une sorte de synthèse des avis des gardes communaux aux quatre coins du pays comme souhaité par le département d'Ould Kablia, manière pour ce dernier de voir de près l'écho de ses «concessions» et de l'étendue de la représentativité de leurs

vis-à-vis négociateurs, les coordinateurs nationaux de la corporation.

Ce que, d'ailleurs, Lahlou Aliouet et compères ont bien saisi en décidant, sur-le-coup, d'«obtempérer» à ce souhait en accompagnant ce rapport des signatures du maximum de leurs camarades de la base. Réplique on ne peut mieux indiquée, pour signifier le soutien et la confiance dont ils jouissent parmi la base.

Et, il était question que ce document soit prêt pour dimanche dernier avec pas moins de 23 000 signatures collectées vendredi dernier, mais le souci d'engranger le maximum de paraphes et les difficultés y inhérentes en ont retardé l'échéance.

Un retard qui sera mis à profit, affirmera Aliouet, pour bien ficeler le dossier à déposer probablement au début de la semaine prochaine. Il n'est pas exclu que les concla-

vistes discutent de la suite à donner à l'insatisfaction généralisée de la base quant à la nature dérisoire des acquis engrangés et dont la tutelle ne cesse de louer le mérite en le mettant sur le compte de concessions maximales de sa part.

Le projet qui «fâche»

Mais ce point cédera vite la place à un autre, celui lié au projet de la création d'une fondation dédiée entièrement à la corporation. Et à ce titre, notre interlocuteur dira qu'il sera question d'aller au fond en discutant de la procédure à suivre pour la concrétisation de ce projet qui, avouera-t-il, dérange d'ores et déjà certains cercles qui y voient un «danger» pour leur stratégie d'en finir avec la garde communale en effaçant de la mémoire collective son rôle prépondérant aux côtés de bien d'autres corps de sécurité de l'armée et de patriotes, pour la sauvegarde de la République du péril islamiste.

Un projet qui a aussitôt suscité, relèvera Aliouet, une levée de boucliers de ces «cercles» en engageant contre le corps, une véritable et féroce campagne de dénigrement. La manière ? En déterrants, des années après, des affaires dans lesquelles d'ex-éléments du corps seraient impliqués, comme cette histoire d'un ancien garde communal de Tipasa qui aurait «alimenté» en munitions et autres renseignements, les maquis terroristes via un ex-douanier.

Une affaire remontant à trois ans de cela mais qui a été soudainement remise au goût du jour cette semaine ou encore ces étiquettes de «pyromanes» collées à des agents du corps accusés d'être les auteurs de nombreux incendies de forêt comme pour mieux discréditer le corps et le mettre à

la vindicte populaire, affirmera notre interlocuteur. Celui-ci regrettera amèrement le silence de la tutelle «supposée nous protéger contre ce genre d'attaques gratuites», dira-t-il.

Et de soutenir que la corporation ne se taira pas devant ce qu'il considère comme étant des agressions gratuites au but loin d'être inavoué puisque visant tout simplement la mise au placard de ce corps avec tout ce qu'il chérie comme valeurs de patriotisme, de défis et de remparts contre l'islamisme et son bras armé, le terrorisme.

«Le comble est que ces cercles nous accusent de politiser notre mouvement alors que c'est eux qui y excellent, sinon comment expliquer leur gêne non contenue quant au projet de la fondation pour notre corps», soutiendra Aliouet pour qui «l'argument» avancé pour saborder ce projet, lié au «détail» qu'une fondation se devait d'être dédiée à une personnalité décédée est farfelu.

Une «remarque» loin d'être «gratuite» à laquelle Aliouet affirmera avoir répliqué aussitôt en faisant, à son tour, remarquer à «tout ce beau monde qui s'agite» que «le corps de la garde communale a payé et paie encore et lourdement la facture de son combat contre le terrorisme et que cette fondation est le minimum que l'on puisse faire à nos nombreux collègues tombés au champ d'honneur».

Et puis, renchérit-il, la garde communale est avant tout un engagement et des valeurs, l'amour sincère et désintéressé de la patrie que nous voulons transmettre aux générations futures, ce qui semble contrarier bien des gens».

M. K.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Les syndicalistes du secteur indignés et mobilisés

Le phénomène des feux de forêt étaient au centre d'un large débat lors de la réunion du secrétariat exécutif de la Fédération nationale des travailleurs des forêts, de la nature et du développement rural affiliée à l'UGTA. Une question évoquée dans la déclaration finale rendue publique hier, à l'issue de la réunion qui s'est tenue en session extraordinaire le mardi 28 août dernier. Selon la même source, la fédération a vigoureusement «condamné et dénoncé le recours à la destruction massive et irréfléchie du patrimoine forestier national». A ce titre, le bureau exécutif a décidé de plusieurs actions, dont «l'organisation d'une journée de protestation nationale pour dénoncer cette politique de la terre brûlée, l'interpellation de la classe politique, la saisine des ministres de tutelle concernés «et d'autres actions visant à réhabiliter le travailleur du monde de la nature et du garde forestier».

R. N.